



# BREF

## ILE-DE-FRANCE

### Bulletin trimestriel d'informations sur le marché du travail

La très nette dégradation du marché du travail observée en Ile-de-France depuis le début de l'année s'est poursuivie au second trimestre 2009.

L'Ile-de-France avait été moins touchée que la plupart des autres régions par l'impact de la crise, à ses débuts. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Sous l'effet de la baisse des effectifs salariés dans le secteur privé, le taux de chômage régional s'est établi à 7,8% de la population active, soit une augmentation de 0,5 point par rapport au trimestre précédent.

Après la hausse sans précédent du premier trimestre, la croissance de la demande d'emploi s'est un peu ralentie, mais elle est restée très vive :

- +5,0 % en catégorie A (personnes n'ayant pas travaillé, même une heure, au cours du mois) ;
- +4,5% si l'on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégorie ABC).

Toutes les catégories d'actifs sont maintenant concernées, quels que soient leur âge, leur sexe et leur catégorie professionnelle, alors qu'au cours des mois précédents, la situation de l'emploi avait tout particulièrement affecté les jeunes ouvriers de sexe masculin.

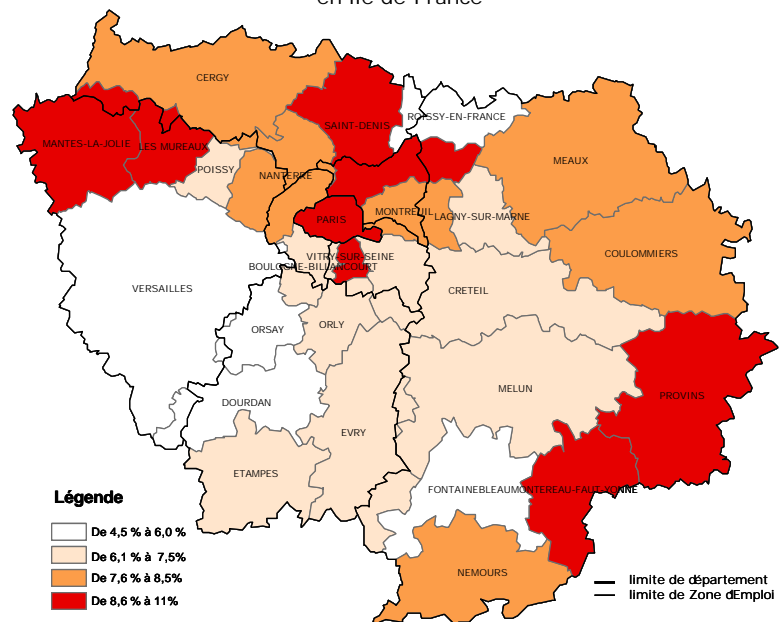
Les suppressions d'emploi envisagées dans les procédures de licenciement collectif ont continué à toucher les secteurs industriels. Mais le tertiaire n'est pas épargné, qu'il s'agisse du commerce, des activités scientifiques et techniques ou de l'information et communication.

Deux évolutions semblent toutefois indiquer qu'un palier a été atteint dans la dégradation du marché du travail :

L'intérim a peu baissé par rapport au premier trimestre et on observe même une légère reprise dans quelques secteurs. Le nombre de contrats conclus se situe toutefois très au-dessous des niveaux de 2007 ou de début 2008.

Il en va de même pour les offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi.

Taux de chômage localisés par zone d'emploi au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009 en Ile-de-France



Source : INSEE

#### LES CHIFFRES DE JUIN 2009 EN ILE-DE-FRANCE

Demandeurs d'emploi CVS en fin de trimestre (cat.A) : 469 490
Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 5,0 %
Evolution sur 1 an : + 21,4 %
Demandeurs d'emploi CVS en fin de trimestre (cat.ABC) : 646 280
Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 4,5 %
Evolution sur 1 an : + 14,0 %
Taux de chômage localisé au 1 <sup>er</sup> trimestre 2009 :
Ile-de-France : 7,8 %
France : 9,1 %
Emploi salarié Unedic CVS en fin de trimestre : 4 102 500
Evolution sur 1 trimestre (CVS) : - 0,4 %
Evolution sur 1 an : - 1,0 %

#### SOMMAIRE

Les évolutions récentes du marché du travail	pages 2-3
Les évolutions de l'emploi au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2009	page 4
L'activité intérimaire au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2009	page 5
Les tensions sur le marché du travail au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2009	page 6
Les tensions sur le marché du travail des métiers de la maintenance	page 7
Les plans de sauvegarde de l'emploi	page 8

**y Forte hausse du taux de chômage francilien**

Au cours du deuxième trimestre 2009, le taux de chômage francilien s'est établi à 7,8 % de la population active, soit une augmentation de 0,5 point par rapport au trimestre précédent. C'est le cinquième trimestre consécutif de hausse.

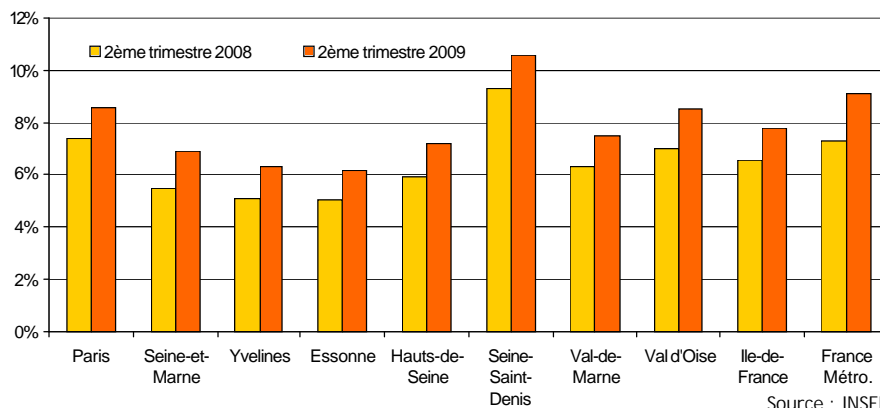
Cette progression est identique à celle observée au trimestre précédent (chiffre révisé). Elle reste moins élevée qu'en France métropolitaine (+0,6 point), mais l'écart s'est réduit.

La hausse trimestrielle du taux de chômage localisé est importante dans tous les départements franciliens. Elle est comprise entre +0,4 point (Yvelines, Essonne) et +0,6 point (Paris, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne et Val-d'Oise).

En rythme annuel, la hausse du taux de chômage francilien reste la moins élevée de toutes les régions métropolitaines, Corse exceptée (+1,2 point, contre +1,8 point). Cette plus faible évolution se retrouve dans tous les départements franciliens, la plus forte augmentation annuelle étant enregistrée dans le Val d'Oise (+1,5 point). Toutefois, dans deux zones d'emploi de la région, la progression du taux de chômage localisé est supérieure à la moyenne nationale (Montereau-Fault-Yonne et Coulommiers : +2,1 point) et est équivalente à Mantes-la-Jolie et Nemours.

C'est dans les zones d'emploi de Saint-Denis et Mantes-la-jolie que les taux de chômage sont les plus élevés dans la région (respectivement 11,0 et 10,4 points).

Evolution du taux de chômage localisé en Ile-de-France entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2008 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2009



**y 22 290 demandeurs d'emploi supplémentaires en un trimestre en catégorie A**

A la fin du mois de juin 2009, 469 490 personnes inscrites à Pôle emploi recherchaient un emploi à durée indéterminée ou non, à temps plein ou partiel, étaient immédiatement disponibles pour l'occuper et n'avaient pas travaillé, même une heure, au cours du mois (catégorie A, corrigée des variations saisonnières). Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois (catégorie ABC), 646 280 personnes étaient inscrites à Pôle emploi et étaient immédiatement disponibles pour un emploi.

La croissance de la demande d'emploi s'est un peu ralentie dans la région au deuxième trimestre : +5,0 % en catégorie A, soit 22 290 demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité supplémentaires. Fait nouveau, cette hausse est désormais supérieure à celle observée en France métropolitaine (+3,1 %). Le constat est le même

si on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite : +4,5 %, soit 27 690 demandeurs d'emploi supplémentaires.

La hausse a été supérieure à la moyenne nationale dans chaque département francilien, en catégorie A. C'est à Paris qu'elle est la plus élevée (+5,9 % en un trimestre). En revanche, l'évolution du nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C est la plus forte en Essonne, Seine-et-Marne et Val-d'Oise alors qu'elle reste plus modérée à Paris, où l'activité réduite est importante (32 % des inscrits, contre 27 % dans la région).

En rythme annuel, l'Ile-de-France s'est rapprochée du reste du pays. Dans plusieurs départements, la progression de la demande d'emploi est de nouveau supérieure à celle observée en France métropolitaine (Seine-et-Marne, Essonne). Elle est très proche dans les Yvelines et le Val-d'Oise, mais reste sensiblement inférieure à Paris, en Seine-Saint-Denis et, à un degré moindre, dans le Val-de-Marne.

Demande d'emploi à la fin du mois de juin 2009	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Ile-de-France	France
Taux de chômage en % (en moyenne sur le trimestre)	8,6	6,9	6,3	6,2	7,2	10,6	7,5	8,5	7,8	9,1
Evolution trimestrielle (en points)	0,6	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6
<b>DEFM catégorie A (données CVS)</b>	<b>106 180</b>	<b>44 900</b>	<b>44 640</b>	<b>38 440</b>	<b>57 620</b>	<b>76 810</b>	<b>50 030</b>	<b>50 870</b>	<b>469 490</b>	<b>2 524 500</b>
Evolution sur 1 trimestre (% CVS)	5,9	4,6	4,6	4,4	5,0	4,6	5,7	4,1	5,0	3,1
Evolution sur 1 an ((% CVS)	18,1	27,7	24,3	27,6	22,9	15,7	20,4	24,4	21,4	25,7
<b>DEFM catégorie ABC (données CVS)</b>	<b>156 030</b>	<b>61 450</b>	<b>60 530</b>	<b>52 150</b>	<b>78 390</b>	<b>102 460</b>	<b>67 760</b>	<b>67 510</b>	<b>646 280</b>	<b>3 634 800</b>
Evolution sur 1 trimestre (% CVS)	4,2	4,8	4,4	5,0	4,2	4,4	4,9	4,5	4,5	4,4
Evolution sur 1 an (% CVS)	10,5	19,0	15,8	20,4	14,6	10,8	14,1	16,4	14,0	18,7
Part des femmes (% CVS)	48,1	49,0	47,4	47,7	48,3	46,4	47,6	47,5	47,7	50,0
Part des jeunes (% CVS)	6,0	17,6	13,5	15,3	9,0	12,4	12,2	14,7	11,5	16,4
Part des inscrits depuis plus d'un an (% CVS)	40,5	27,0	28,8	25,4	31,5	31,3	30,3	30,3	32,2	33,0

Sources : INSEE, DARES / Pôle emploi - calcul des CVS : DRTEFP/SEPES

y Les cadres et professions intermédiaires désormais très affectés par la dégradation de la conjoncture...

Au deuxième trimestre 2009, la hausse de la demande d'emploi la plus sensible a été enregistrée dans les métiers de cadres et de professions intermédiaires (respectivement +4,9 % et +5,0 % CVS en catégorie ABC), ce qui constitue un changement par rapport aux trimestres précédents, où la demande d'emploi sur des métiers d'ouvriers était en forte croissance. Cela est dû essentiellement à un fort ralentissement de la croissance du nombre d'ouvriers inscrits à Pôle emploi (+4,5 % contre +8,8 % le trimestre précédent). La hausse du nombre d'ouvriers qualifiés est ainsi inférieure à celle observée pour les employés administratifs au cours de ce trimestre (respectivement +3,6 % et +3,8 %).

Toutefois, en un an, la hausse du nombre d'ouvriers inscrits à Pôle emploi reste largement supérieure à celle observée pour les autres catégories socioprofessionnelles (catégorie ABC) : +20,2 % contre +13,3 % pour les cadres et +10,7 % pour les employés.

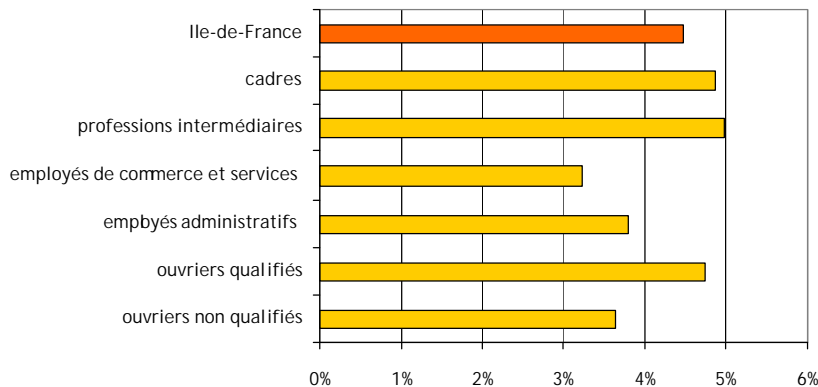
y ... se diffusant dans tous les domaines d'activité...

Par domaine d'activité, on constate une accélération de la hausse du nombre d'inscrits dans certains domaines très qualifiés (banque assurance : +30,3 %, informatique : +34,6 %, cadres et ingénieurs de l'industrie : +33,8 %) et dans les métiers du BTP (+33,8 %). Le nombre d'inscrits dans des métiers liés à des secteurs affectés plus tard par la crise (services aux particuliers, arts et spectacles, commerce, hôtellerie café restauration) est en augmentation mais à un rythme plus faible que pour les précédents domaines d'activités.

y ... et qui touche toutes les classes d'âge

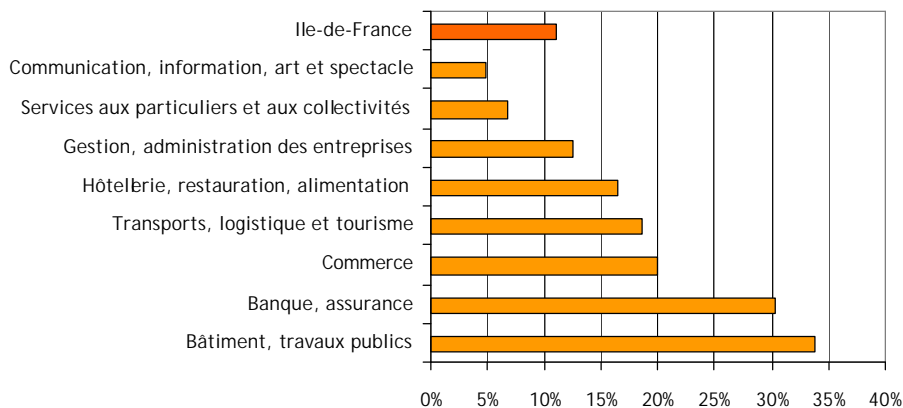
La hausse du nombre de jeunes franciliens inscrits à Pôle emploi a de nouveau été sensible au deuxième trimestre 2009 (+6,3 % en catégorie ABC). Elle est maintenant supérieure à celle observée en France métropolitaine pour cette classe d'âge (+5,5 %). Mais cette croissance a fortement ralenti par rapport à celle observée au trimestre précédent (+11,9 %).

Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France de mars 2009 à juin 2009, par catégorie socio professionnelle (catégorie ABC)



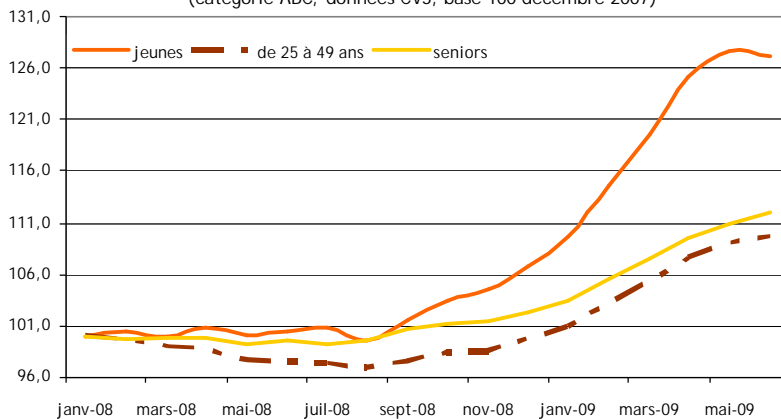
Source : DARES / Pôle emploi - traitement DRTEFP Ile-de-France

Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France de juin 2008 à juin 2009, par principaux domaines professionnels (données brutes - catégorie ABC)



Source : DARES / Pôle emploi - traitement DRTEFP Ile-de-France

Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS, base 100 décembre 2007)



Source : DARES / ANPE - traitement DRTEFP Ile-de-France

En revanche, les inscrits plus âgés ont continué à augmenter à un rythme assez proche de celui observé au premier trimestre et la croissance de la demande d'emploi est maintenant peu différenciée selon l'âge.

On observe même, pour les seniors âgés de 50 ans et plus, une hausse trimestrielle plus forte en catégorie A (respectivement +5,5 % et +5,4 %).

Par sexe, la hausse a de nouveau été plus forte pour les hom-

mes, mais la différence s'est réduite avec les femmes. Par rapport au reste du territoire, la croissance de la demande d'emploi est maintenant supérieure pour les femmes en Ile-de-France : +3,5 % CVS, contre +2,9 % en France métropolitaine (catégorie A).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an a augmenté ce trimestre : +3,3 % (CVS cat. ABC), contre +2,8 % au premier trimestre. En France métropolitaine, la hausse s'est élevée à +5,9%.

**y L'emploi continue à diminuer...**

D'après les estimations trimestrielles de Pôle emploi, l'Ile de France comptait 4 102 500 salariés dans le secteur privé non agricole (données corrigées des variations saisonnières) à la fin du deuxième trimestre 2009, soit une perte de 18 500 emplois en un trimestre (-0,4 %). Dans le même temps, l'emploi salarié privé non agricole a reculé de 0,5 % en France métropolitaine (soit -76 500 postes). L'évolution de l'emploi francilien est désormais très proche de celle observée dans le reste du pays.

Sur un champ plus large, l'URSSAF constate un repli plus important de l'emploi salarié, en Ile-de-France (-1,0 %) comme en France métropolitaine (-1,2 %). Si les sources disponibles divergent nettement sur l'ampleur des pertes d'emploi, l'évolution globale est néanmoins la même selon l'URSSAF et Pôle emploi, soit un rapprochement des évolutions observées dans la région et en France métropolitaine.

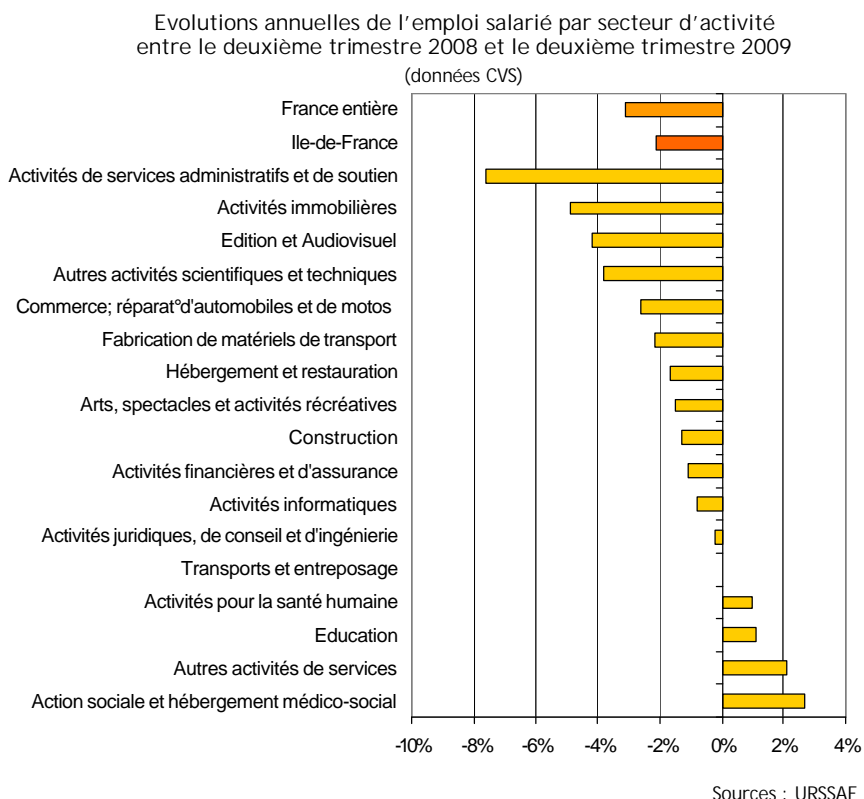
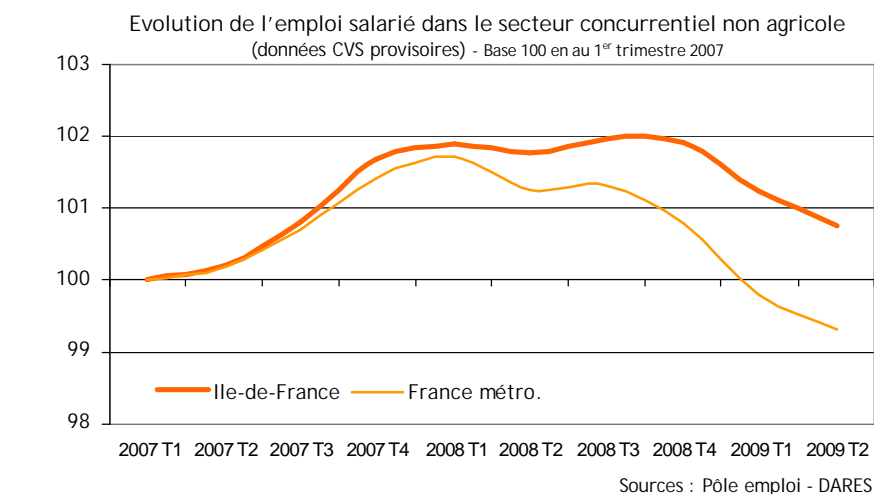
En glissement annuel, 39 900 emplois salariés du secteur concurrentiel ont été détruits dans la région (-1,0 %), selon Pôle emploi. La baisse de l'emploi salarié métropolitain atteint, quant à elle, -1,9 %. L'URSSAF estime le recul de l'emploi salarié francilien à -2,1 % en rythme annuel (-3,1 % en France métropolitaine), soit un niveau très supérieur.

**y ...plus fortement à Paris et en Seine-et-Marne**

Par département, les estimations de Pôle emploi et de l'URSSAF monteraient un recul annuel plus fort à Paris et en Seine-et-Marne. Les estimations sont divergentes dans les Hauts-de-Seine : quasi stabilité selon Pôle emploi, baisse sensible selon l'URSSAF. En Seine-Saint-Denis, les sources disponibles s'accordent sur une baisse plus faible de l'emploi salarié qu'au niveau régional.

**y De fortes pertes d'emploi industriel**

En rythme annuel, l'emploi industriel francilien a reculé très nettement selon Pôle emploi (-3,8 %, soit 17 500 emplois perdus) et est dorénavant en phase avec l'évolution observée en



France métropolitaine (-4,3 %). Selon l'URSSAF, le repli de l'emploi industriel est moins important (-2,9 %) et moins prononcé qu'en France (-4,2 %). La part de l'industrie dans le total des emplois salariés franciliens (hors agriculture) est ainsi passée en dessous de 11 %, contre près de 20 % en France métropolitaine.

Dans la construction, l'emploi reste en légère hausse selon Pôle emploi (+0,5 % en rythme annuel), alors que l'URSSAF observe un net repli (-1,3 %).

Le tertiaire a perdu 23 600 emplois en un an selon Pôle emploi (-0,7 %). Cette baisse est inférieure à celle observée en

France métropolitaine (-1,4 % en un an).

Par secteur détaillé, l'emploi a chuté dans les activités de services administratifs et de soutien, qui comprend notamment l'intérim. Parmi, les autres principaux secteurs où l'emploi est en recul selon l'URSSAF, on trouve notamment les activités immobilières, victimes de l'atonie du marché immobilier. La finance / assurance a également perdu des emplois en un an.

Dans quelques rares secteurs, liés aux services aux personnes, notamment la santé et l'éducation les effectifs salariés restent encore orientés à la hausse.

y Légère baisse de l'intérim...

Au cours du deuxième trimestre 2009, plus de 707 000 missions d'intérim ont été conclues dans les établissements de la région, soit une moyenne journalière de 84 700 emplois équivalents temps plein (EETP).

Après une très forte baisse au premier trimestre 2009 (-11,4 %), le repli de l'activité intérimaire a été moins marqué au deuxième trimestre : -4,2 %, en moyenne trimestrielle et en données corrigées des variations saisonnières (CVS), soit un recul de 3 600 intérimaires contre plus de 11 000 intérimaires au premier trimestre 2009 (en EETP).

Le nombre de contrats conclus a diminué de -18,2 % par rapport au deuxième trimestre de l'an dernier. La durée moyenne des missions a également baissé pour se situer à 7,6 jours. Ces deux évolutions ont provoqué un recul très marqué des emplois équivalents temps plein (-25,3 % EETP).

La chute de l'activité intérimaire a, ainsi, été dix fois plus forte que celle du total de l'emploi salarié (-2,1 % selon l'URSSAF). Elle demeure toutefois inférieure à celle observée au niveau national : -21,6 % pour le nombre de contrats conclus et -32,5 % pour le nombre d'EETP.

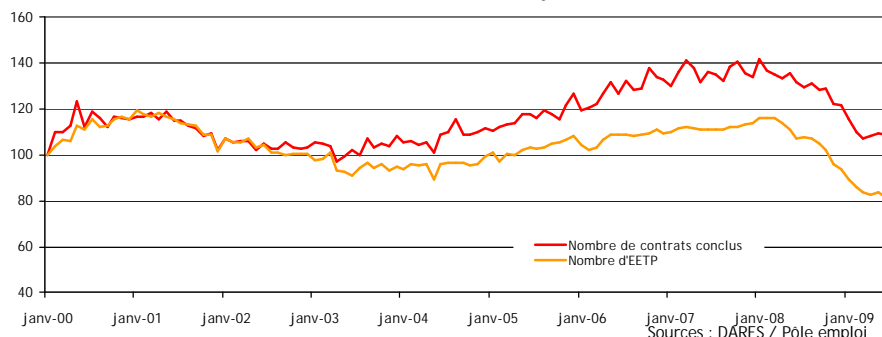
y ... inégale suivant les secteurs d'activité...

Sur un an, les secteurs industriels restent davantage affectés : le recul du nombre d'intérimaires est de -59,2 % pour la métallurgie, de -48,5 % pour la fabrication de matériels de transport et de -39,6 % pour l'industrie plastique.

Toutefois, la fabrication de matériels de transport, qui regroupe l'aéronautique et l'industrie automobile, enregistre une reprise au deuxième trimestre (+14,4 % par rapport au trimestre précédent en données CVS).

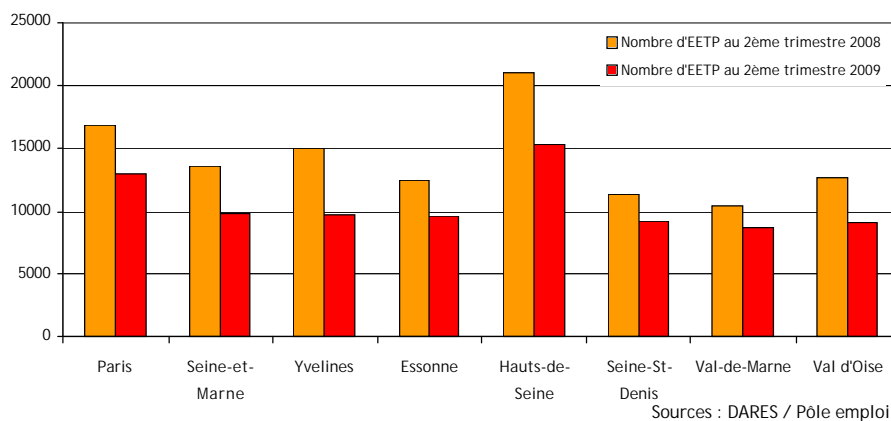
Dans le BTP, l'activité intérimaire est en retrait de -18,9 % en un an mais elle se stabilise également entre le premier et le deuxième 2009 (+0,4 %).

Evolution du nombre de contrats conclus et d'EETP (Données CVS - base 100 à janvier 2000)



Les secteurs les plus utilisateurs de l'intérim au 2ème trimestre 2009	Nombre de contrats conclus	Evolution du nombre de contrats par rapport au 2ème trimestre 2008	Nombre d'EETP	Evolution du nombre d'EETP par rapport au 2ème trimestre 2008	Durée moyenne des missions (en jour)	Taux de recours en 2008
Sources : DARES / Pôle emploi						
Construction	64 200	-17,7%	15 840	-18,9%	15,4	6,3%
Transports et entreposage	127 804	-19,8%	11 805	-24,2%	5,9	7,2%
Commerce de gros hors automobile	46 448	-19,7%	6 461	-23,4%	8,9	2,8%
Activités de services adm° et de soutien	62 710	-11,5%	5 882	-21,1%	6,1	1,4%
Act° juridiques, de conseil et d'ingénierie	35 602	-43,3%	4 776	-36,0%	8,6	1,9%
Activités financières et d'assurance	10 428	-9,6%	3 974	-4,8%	23,4	1,4%
Commerce de détail hors automobile	48 596	-3,3%	3 053	-26,6%	4,1	1,2%
Hébergement et restauration	79 503	-10,8%	3 021	-19,4%	2,5	1,3%
Fabrication de matériels de transport	7 830	-24,8%	2 787	-48,5%	25,8	5,7%
Prod° et distrib° d'eau, gestion des déchets	26 443	2,7%	2 443	-4,8%	5,7	8,9%
Industries agro-alimentaires	27 854	1,9%	2 259	-10,3%	5,0	4,9%
Industrie plastiques, produits non minéraux	10 167	-34,5%	1 618	-39,6%	10,5	9,4%
Activités pour la santé humaine	31 902	-8,6%	1 030	-24,6%	2,1	1,2%
Métallurgie	4 797	-49,8%	890	-59,2%	12,4	5,6%
Ile-de-France	707 088	-18,2%	84 676	-25,3%	7,6	2,6%

Evolution du nombre d'intérimaires en ETP par département



y ... et les départements franciliens

Dans le secteur tertiaire, où travaillent plus de six intérimaires sur dix, la baisse de l'utilisation de l'intérim a suivi des rythmes différents.

Dans les activités financières le nombre d'EETP connaît une baisse annuelle assez faible (-4,8 %).

A contrario, le recul reste très important dans le commerce de gros (-23,4 %) et dans le transport et entreposage (-24,2 %), l'un des principaux secteurs utilisateurs de ce dispositif.

Tous les départements franciliens ont connu une baisse de l'activité intérimaire, mais avec des différences importantes, liées à la structure des activités dominantes dans ces départements.

Les plus fortes baisses annuelles sont dans les Yvelines (-34,7 % en EETP) et le Val-d'Oise (-28,0 %), où l'industrie automobile est très présente, ainsi qu'en Seine-et-Marne (-27,3%), de par l'importance des transports, avec notamment la localisation de l'aéroport de Roissy.

**y Un taux de tension toujours très bas**

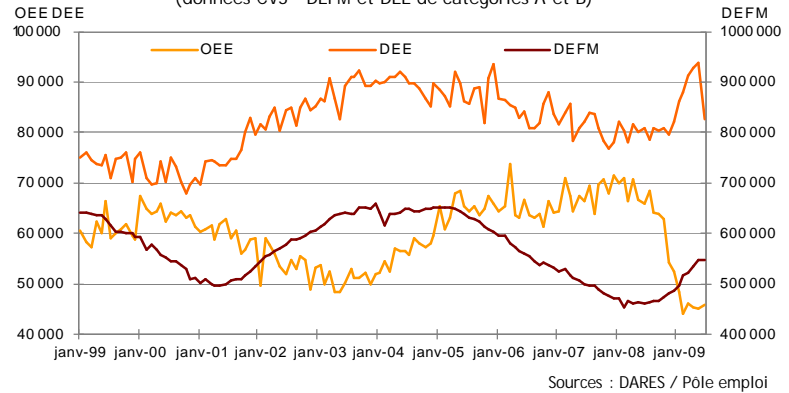
Au deuxième trimestre 2009, le taux régional de tension, rapport entre les flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi au cours de cette période, s'établit à 0,59 point, soit un niveau nettement inférieur à la même période de l'an passé. Pour 1 demande d'emploi enregistrée à Pôle emploi d'avril à juin 2009, seule 0,59 offre lui a en effet été confiée, contre 0,97 à la même période 2008.

Si l'on exclut les médecins et les aides-soignants, pour lesquels Pôle emploi ne constitue pas le principal canal de recrutement, tous les métiers affichent une diminution de leur taux de tension entre les deuxièmes trimestres 2008 et 2009. Cette diminution est logiquement très prononcée pour les métiers soumis à des tensions d'ordre conjoncturel, tels les informaticiens, et moindre pour ceux dont les tensions sont davantage structurelles. En Ile-de-France, les métiers dont les tensions persistent, y compris lorsque la conjoncture se dégrade, relèvent essentiellement des domaines du BTP, du transport, de l'hôtellerie / restauration et de certaines branches industrielles.

**y Un volume d'offres confiées à Pôle emploi toujours faible**

La diminution du taux de tension régional, tous métiers confondus, observée entre les deuxièmes trimestres 2008 et 2009 s'explique en premier lieu par le net repli du vo-

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE, de janvier 1999 à juin 2009 (données CVS - DEFM et DEE de catégories A et B)



lume d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi. 140 300 offres ont ainsi été enregistrées d'avril à juin 2009, soit - 32,9 % en un an. Bien qu'à un niveau particulièrement bas, jamais observé au cours des dix dernières années, le volume des offres d'emploi confiées à Pôle emploi semble néanmoins se stabiliser au cours du deuxième trimestre 2009, après avoir chuté à partir de l'été 2008.

Ce mouvement à la baisse du recueil des offres d'emploi, inhérent à tout retournement conjoncturel, s'est accompagné d'une légère transformation du type de postes proposés. La part des contrats durables (CDI et CDD > 6 mois) proposés par Pôle emploi recule en effet de - 1,8 points entre les deuxièmes trimestres 2008 et 2009, pour s'établir désormais à un niveau inférieur à 50 %. De même, la part des offres d'emploi à temps plein enregistre une diminution de - 2,8 points en un an.

**y Une demande d'emploi toujours en hausse**

Malgré un net ralentissement en juin 2009, le flux de demandes d'emploi enregistrées au deuxième trimestre 2009 demeure supérieur de + 10 % à la situation relevée l'an passé à la même période, contribuant ainsi à réduire le taux régional de tension. Les plus fortes augmentations d'inscriptions à Pôle emploi s'observent dans les métiers de la banque/assurance, de l'informatique et dans certains métiers du bâtiment ; c'est à dire là où sont également enregistrées les plus fortes contractions de l'offre.

L'insertion sur le marché du travail des demandeurs d'emploi franciliens s'est nettement ralentie au cours des 12 derniers mois, avec un taux d'écoulement en un an à hauteur de 64,1 %, contre 69,4 % en juin 2008. C'est dans l'industrie et l'informatique que ce ralentissement est le plus accentué.

Les principaux indicateurs de tension au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2009 en Ile-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre avril et juin 2008 (1)	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre avril et juin 2009 (1)	Part des CDI et CDD > à 6 mois dans les offres d'emploi enregistrées entre avril et juin 2009 (2)	Taux d'écoulement sur un an de la demande d'emploi, en juin 2009 (3)	DEFM de catégories A et B à fin juin 2009	Evolution du stock de DEFM de catégories A et B entre juin 2008 et juin 2009	Evolution des offres d'emploi enregistrées (2 <sup>ème</sup> trimestre 2009 / 2 <sup>ème</sup> trimestre 2008)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2009 (4)	Enquête Pôle emploi / BMO 2009 Part des recrutements envisagés jugés difficiles
Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	0,93	0,46	47,2%	65,8%	3 584	54,3%	-37,1%	89,5%	70,0%
Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	0,67	0,38	52,1%	65,5%	13 496	36,9%	-34,0%	86,4%	70,0%
Techniciens du bâtiment et des travaux publics	3,19	1,33	48,6%	64,0%	2 190	44,2%	-46,8%	93,0%	56,3%
Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique	2,01	0,83	44,9%	61,5%	1 192	28,0%	-43,6%	93,0%	62,3%
TAM de la maintenance et de l'organisation	1,46	0,71	69,1%	64,9%	7 583	25,9%	-45,8%	88,4%	65,1%
Caissiers, employés de libre service	1,15	0,77	33,4%	68,8%	12 036	15,9%	-29,6%	95,0%	34,2%
Vendeurs	0,93	0,61	56,2%	67,6%	25 220	19,6%	-28,0%	92,4%	36,6%
Bouchers, charcutiers, boulangers	1,42	0,96	86,4%	68,6%	2 055	22,7%	-27,0%	90,8%	74,2%
Cuisiniers	2,13	0,93	45,2%	68,1%	7 201	18,7%	-50,3%	93,2%	56,1%
Informaticiens	1,69	0,56	85,3%	59,4%	9 820	43,1%	-53,1%	85,7%	52,8%
Aides-soignants	0,56	0,60	69,3%	74,9%	2 064	2,9%	-0,7%	89,8%	65,1%
Infirmiers, sages-femmes	2,22	2,17	76,5%	79,0%	749	-11,2%	-8,3%	92,3%	75,1%
<b>Ensemble des familles professionnelles</b>	<b>0,97</b>	<b>0,59</b>	<b>49,0%</b>	<b>64,1%</b>	<b>523 970</b>	<b>18,5%</b>	<b>-32,9%</b>	<b>92,4%</b>	<b>45,1%</b>

(1) On rapporte le flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à Pôle emploi durant la même période. Pour apprécier l'évolution de cet indicateur, on rappelle sa valeur sur la période correspondante de l'année antérieure. Du fait de la forte saisonnalité de ce ratio, les évolutions ne sont en effet significatives que si elles sont estimées sur les mêmes périodes de l'année. Exemple de lecture : il y a 0,59 offre d'emploi enregistrée pour 1 demande au deuxième trimestre 2009, contre 0,97 au deuxième trimestre 2008.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à Pôle emploi, selon la famille professionnelle.  
 (3) Une valeur élevée de cet indicateur indique qu'une forte proportion des demandes présentes douze mois auparavant, ou entrées dans l'année, est sortie des fichiers de Pôle emploi. Exemple de lecture : 64,1 % des demandeurs d'emploi inscrits douze mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à Pôle emploi.  
 (4) Il s'agit du rapport entre les offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi satisfaites (par opposition aux offres annulées faute d'avoir trouvé le candidat recherché, parmi les demandeurs d'emploi, d'autres salariés ou en interne), et les offres d'emploi sorties du fichier de Pôle emploi.

y Plus de 10 000 demandeurs d'emploi en maintenance...

Affichant une progression de + 3 % entre 1999 et 2005 d'après les estimations tirées de l'enquête emploi de l'Insee (traitement OREF), le domaine professionnel de la maintenance concentre 209 500 emplois en Ile-de-France. La moitié de ces emplois correspond à des postes de techniciens / agents de maîtrise (TAM).

A fin juin 2009, plus de 10 000 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégories A et B dans ces métiers, dont près de 7 600 sont à la recherche d'un poste de TAM.

y ...un domaine masculin, jeune, peu qualifié et varié

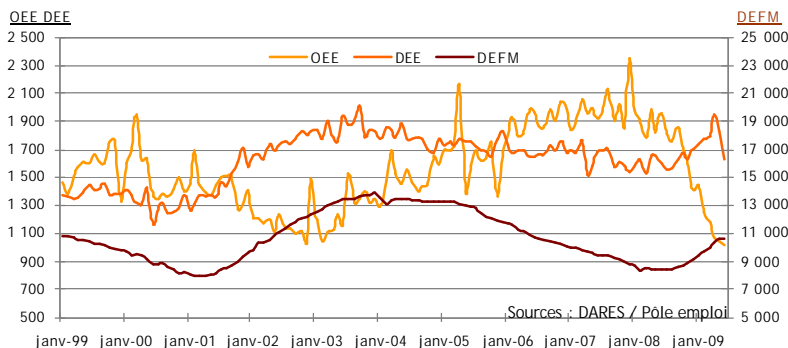
La population des demandeurs d'emploi en maintenance est masculine (98 %) et se caractérise par une proportion élevée de jeunes : 22 % ont moins de 25 ans, contre 12 % tous domaines professionnels confondus. Malgré la proportion élevée de TAM, elle est relativement peu qualifiée puisque seulement 20 % des inscrits à Pôle emploi en maintenance ont un niveau de formation supérieur au baccalauréat, contre 35 % des demandeurs d'emploi franciliens.

Cela s'explique notamment par le fait que la nomenclature des familles professionnelles ne propose que deux distinctions pour le domaine de la maintenance : les ouvriers qualifiés, répartis par spécialité (mécanique, électricité / électronique ou entretien divers) et les TAM. Or ces derniers, malgré leur dénomination, regroupent en réalité une très grande diversité de métiers : employé, qualifié ou non, TAM et cadre.

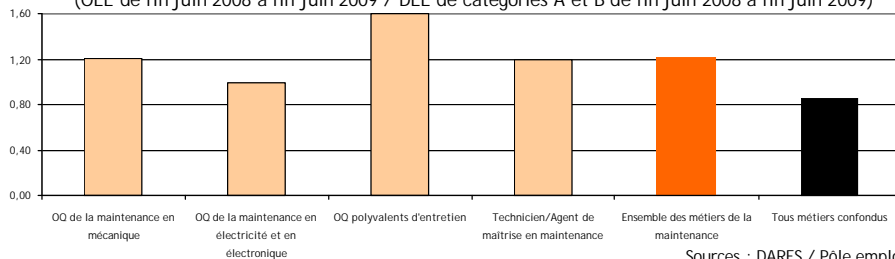
A cette diversité de niveaux de qualification répond une variété de secteurs d'activité d'exercice. 5 à 10 % des personnes à la recherche d'un poste en maintenance et ayant déjà exercé une activité professionnelle sont en effet issues de chacun des secteurs suivants : ingénierie / contrôle/analyse technique ; commerce / réparation automobile ; travaux de construction spécialisés ; commerce de détail et informatique.

Il en résulte une dépendance à la conjoncture économique globale, au-delà de la conjoncture industrielle.

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi pour les métiers de la maintenance, de janvier 1999 à juin 2009 (données CVS - DEFM et DEE de catégories A et B)



Comparaison des taux de tension annuels, par métier (OEE de fin juin 2008 à fin juin 2009 / DEE de catégories A et B de fin juin 2008 à fin juin 2009)



Principales caractéristiques de la demande et de l'offre d'emploi des métiers de la maintenance	DEFM de catégories A et B à fin juin 2009	Evolution de la DEFM, de fin juin 2008 à fin juin 2009	Taux d'écoulement de la demande d'emploi en un an	Evolution du nombre d'OEE (juin 2008-juin 2009 / juin 2007-juin 2008)	Taux de satisfaction des offres d'emploi de fin juin 2008 à fin juin 2009
OO maintenance mécanique	545	41,6%	64,4%	-19,0%	93,3%
OO maintenance électricité et électronique	850	33,9%	65,7%	-37,4%	91,6%
OO polyvalents d'entretien	1 169	22,9%	59,6%	-36,4%	90,6%
TAM maintenance	7 583	25,9%	64,9%	-25,7%	87,7%
<b>Ensemble des métiers de la maintenance</b>	<b>10 147</b>	<b>26,9%</b>	<b>64,4%</b>	<b>-27,5%</b>	<b>88,6%</b>
Tous métiers confondus	523 970	18,5%	64,1%	-22,0%	92,0%

Sources : DARES / Pôle emploi

y Un niveau de tension élevé

De fin juin 2008 à fin juin 2009, près de 20 500 demandes d'emploi en maintenance ont été enregistrées par Pôle emploi, pour 17 100 offres d'emploi recueillies.

Bien qu'il se soit nettement contracté suite au retournement conjoncturel, le taux de tension des métiers de la maintenance reste donc à un niveau nettement supérieur à la moyenne : 0,83 point, contre 0,63 point tous métiers confondus.

Cet écart est d'autant plus notable que les propositions de poste de très courte durée confiées à Pôle emploi sont relativement peu nombreuses dans la maintenance.

De fin juin 2008 à fin juin 2009, les contrats d'une durée inférieure ou égale à un mois ne représentent que 1,6% des offres, contre 22,0 % en moyenne. En revanche, bien que rarement de très courte durée, 16,7 % des offres sont des missions d'intérim, contre 7,4 % en moyenne.

Un autre indicateur de tension habituellement retenu confirme le diagnostic d'un niveau de tension élevé dans les métiers de la maintenance : le taux de satisfaction des offres déposées à Pôle emploi est nettement plus faible qu'en moyenne (- 3,4 points).

Les personnes à la recherche d'un poste en maintenance restent inscrites à Pôle emploi aussi longtemps qu'en moyenne : 64,4 % d'entre elles sortent des listes en moins d'un an, contre 64,1 % tous métiers confondus.

Ce taux ne révèle donc pas de tensions manifestes. Toutefois, compte tenu de l'importance des missions d'intérim dans ce domaine professionnel, le taux est probablement minoré par le fait qu'une partie des demandeurs d'emploi exercent ces missions tout en maintenant leur inscription à Pôle emploi. Il en résulte alors une sous-estimation des flux d'entrées et de sorties dans les emplois de la maintenance.

## Les suppressions d'emploi envisagées dans les procédures de licenciement collectif ouvertes au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009

### y Plus de 7000 emplois menacés

Au cours du deuxième trimestre 2009, 205 procédures de licenciement économique de dix salariés ou plus, dans une même période de trente jours, ont été notifiées à l'administration (contre 189 au trimestre précédent).

Ces ouvertures de procédures sont susceptibles de conduire à la suppression de 7 114 emplois en Ile-de-France, soit 1,59 emplois pour 1 000 salariés actuellement en poste. Ce chiffre atteint 5,66 pour 1 000, si l'on cumule les licenciements annoncés dans les procédures ouvertes en Ile-de-France d'octobre 2008 à juin 2009.

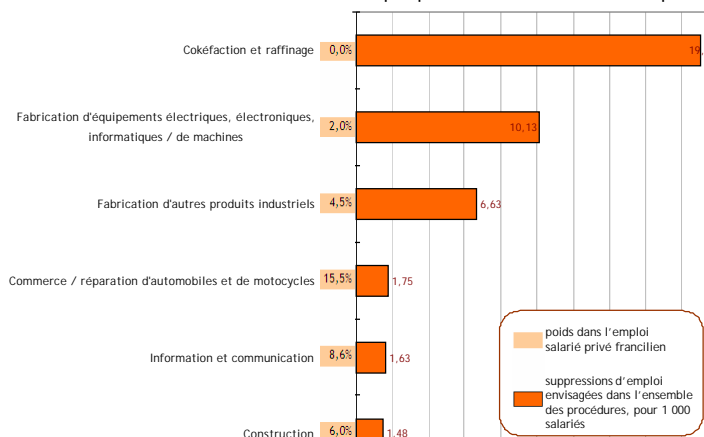
Au deuxième trimestre 2009, seule une ouverture de procédure concerne une restructuration lourde, c'est-à-dire prévoyant la suppression de plus de 300 postes (contre quatre au trimestre précédent).

Hormis celle-ci, la moyenne du nombre des emplois menacés par procédure se situe à un niveau légèrement inférieur à celui observé au cours du trimestre précédent : 33, contre 40. D'avril à juin 2009, les procédures collectives de licenciement économique sont donc un peu plus fréquentes, mais elles menacent moins d'emplois qu'en début d'année (7 114, contre 9 495, soit - 25 %).

### y La grande couronne particulièrement touchée

Paris et les Hauts-de-Seine concentraient, au premier trimestre 2009, 65% des emplois dont la suppression était envisagée. Ils n'en regroupent plus que 45 % au deuxième trimestre.

Les secteurs d'activité les plus impactés par les suppressions d'emploi envisagées en Ile-de-France au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009, proportionnellement à l'emploi salarié



Sources : DDTEFP (procédures) et Urssaf (emploi salarié à fin juin 2009), Traitement : DRTEFP/SEPES

La Seine-et-Marne et le Val-d'Oise continuent à être particulièrement touchés par ces perspectives de suppression d'emplois. Près de 30 % des procédures ouvertes au deuxième trimestre 2009 les concernent alors que leurs entreprises ne regroupent que 15 % des salariés franciliens travaillant dans des établissements de 10 salariés et plus. Plus de 1 800 emplois supplémentaires sont ainsi susceptibles d'être supprimés.

### y Une diffusion à tous les secteurs d'activité

Proportionnellement à l'emploi existant, l'activité de cokéfaction /raffinage apparaît comme la plus impactée par les suppressions d'emploi envisagées au deuxième trimestre 2009. Cette activité n'occupe toutefois que 2 100 salariés en Ile-de-France.

La fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines, qui offre près de 90 000 emplois en Ile-de-France, est le second secteur le plus touché.

Vient ensuite la fabrication d'autres produits industriels (textile, imprimerie, métallurgie...), avec plus de 10 emplois sur 1 000 menacés par 36 procédures ouvertes au deuxième trimestre 2009. 1 340 emplois sont ainsi susceptibles d'être supprimés, dans ce secteur qui occupe 4,5 % des salariés.

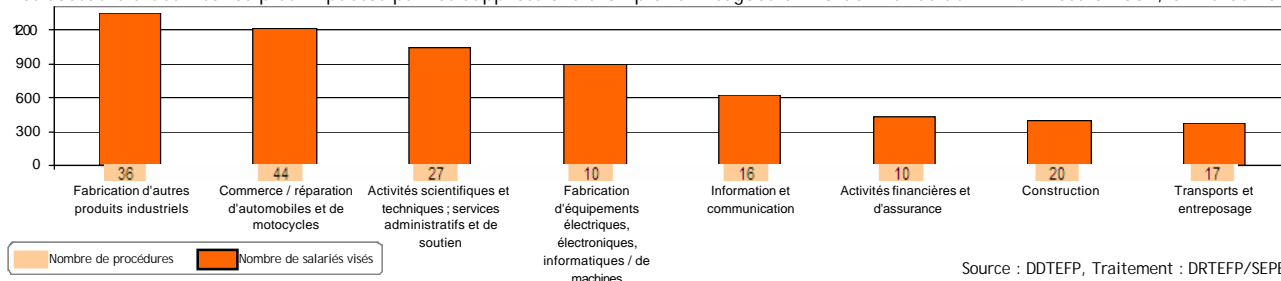
Les redressements / liquidations judiciaires constituent, comme au trimestre précédent, le principal motif des licenciements économiques annoncés (jusqu'à 70 % en Seine-et-Marne).

La réorganisation interne et les difficultés économiques (ralentissement d'activité, perte de marché...) sont également des motifs fréquemment avancés.

La sauvegarde de la compétitivité est le motif le moins cité. Il ne l'est que par quelques entreprises des Hauts-de-Seine.

Enfin, seuls cinq cas de délocalisation/transfert de site sont annoncés au deuxième trimestre 2009.

Les secteurs d'activité les plus impactés par les suppressions d'emploi envisagées en Ile-de-France au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009, en valeur brute



Source : DDTEFP, Traitement : DRTEFP/SEPES

Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ile-de-France  
66, rue de Mouzaïa - 75935 Paris Cedex 19 - Tél. 01 44 84 26 99

Directeur de la publication : Lionel de Taillac

Réalisation : Pôle études, prospective, évaluation et statistiques / [dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr](mailto:dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr)

Diffusion : Service communication et documentation

Tirage : 600 exemplaires - N° ISSN : 1767-9877